

PROSPER

nouvelle série - 22

pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

DISTRIBUTISME / USOLOGIE / ACCÈS

pour un front antimonétaire

dette publique, retraites, crises cycliques, Sécu et insécurité,
relocalisation, discriminations, famines, environnement...

les raisons d'abolir *la monnaie*

9 + 3 raisons d'abolir la monnaie

La fin de la monnaie

une comptabilité « matière » intégrale

Que devient la démocratie sans monnaie ?

1/ Application à l'habitat

Pensez usages !

La science au monde la mieux partagée

L'usager-sentinelle : le rire et l'injure

L'Accès, vu par Rifkin et par *PROSPER*

PROSPER n'affiche plus « écologie, distributisme, usages... ?

La mention « écologie » a toujours été trop étroite. C'est pourquoi le bandeau ajoutait « usages ». Le souci de l'environnement interroge nécessairement la façon dont les hommes socialisent leurs besoins de base - par différents « us et coutumes » - et doivent ensuite faire face aux effets de cette socialisation, qui crée sans cesse de nouveaux usages.

Dans **La Gueule Ouverte** déjà je demandais : de nos usages, quelle maîtrise avons-nous ? Les écolos cherchaient à moraliser la politique par des gestes gentils pour « l'environnement », comme les chrétiens pour qu'elle soit plus douce envers les opprimés. Qu'ils se situent à gauche ou à droite, ils sont encore aujourd'hui en majorité convaincus que l'écologie, comme Jésus, est soluble dans le capitalisme, et peut même le soutenir puisqu'elle renouvelle les profits et l'emploi.

Le capitalisme a fait l'hypothèse d'une « maîtrise » les besoins de base et des effets de leur socialisation **par l'entremise des profits monétaires**. Cette hypothèse n'est plus tenable, mais les écolos et post-écolos décroissancistes, qui n'ont rien d'autre en vue se reposent - et se fatiguent aussi ! - dans des « alternatives » adossées au système.

Pourquoi ne se rallieraient-ils pas au distributisme ? Il abolit les profits monétaires qui poussent à surproduire et surconsommer à seule fin de faire des profits. Il abolit du même coup la spéculation. Il rend les usagers libres de se demander si ce qu'ils produisent et consomment leur est bien nécessaire. Il n'attend plus les retours sur investissements pour produire utile, sain, durable et beau, socialement et écologiquement supportable. Avec lui, « la démocratie » s'affranchit du diktat monétaire.

Tu as retiré « distributisme » du bandeau et tu as fini par le remettre... ?

Retiré parce que le distributisme avec chiffrage monétaire est à son tour devenu trop étroit. La monnaie qu'il propose, une monnaie non accumulable, est géniale par rapport à la nôtre. Mais si tu la remplaces par les moyens que nous avons à présent d'**accéder** aux fruits de notre travail, tu découvres un horizon que le distributisme, tel que je l'ai reçu et fait connaître, contribue, lui aussi, à boucher.

Je l'ai remis parce que **PROSPER** n'a aucune raison de renier l'hypothèse d'une économie sans profits monétaires qu'il a passé dix ans à la faire connaître et renouveler, entre autres, en montrant qu'on peut se passer de monnaie pour donner **accès**, en toute responsabilité et liberté, à des richesses produites dans le respect des peuples et de la planète.

Le distributisme ne figure donc plus que... pour mémoire ?

Dans le bandeau, **usages** remonte d'un cran à gauche pour donner **usologie**, que tout le monde trouvait laid mais qui maintenant passe très bien. Un jour, **accès** remontera peut-être à son tour d'un cran, pour donner... **accessisme** ?! Je ne serai plus là pour entendre hurler que c'est moche...

« Usologie » passe donc au centre...

Il s'agit toujours d'usages au sens le plus concret, mais aussi de ceux que j'avais en tête bien avant d'entrer en écologie en remettant en cause les usages de la pensée, de la parole. Des usages qui à leur manière monnaient la réalité en la ramenant à un équivalent universel qui vaut celui de l'argent, en disant ce qui EST, en présentant les choses comme étant. Cette présentation n'existe, n'a sa force d'échange qu'en fonction d'un outil de pensée qui explique, construit, « double » ce qui se fait et ce qu'il faut faire par des « raisons » présentées comme tenant à la nature des choses ou des personnes. Des raisons qui leur donnent du prix ou les dévaluent, nous enchantent ou nous rendent furieux.

Ces usages-là engagent des pratiques on ne peut plus concrètes. Le racisme, la xénophobie, le nationalisme, le machisme, la glorification ou le mépris, les violences sociales, sont commandées par l'attribution de « natures » ou « vérités » positives ou négatives, par le regard qu'elles nous donnent le droit, un droit douteux, verbal, d'avoir sur les personnes et les choses. L'usage de l'argent parachève le tableau. « L'étranger » ne serait pas détesté s'il n'était perçu comme un voleur d'emploi ou bénéficiant « gratos » de la Sécu.

Reste « pour la maîtrise de leurs usages par les usagers » ?

Quelle « maîtrise » avons-nous aussi bien de nos usages concrets, politiques, que des usages conceptuels, qui, je viens de le montrer, sont liés.

« En » politique, l'usologue étudie l'hypothèse d'une économie sans monnaie. Chaque nouveau **PROSPER** désormais commencera par là. « En » ce qui concerne nos façons de penser, l'usologue étudie le dépassement et le retour des façons de dire ou montrer « ce qui est » - de faire des « tableaux » - qui inspirent nos émotions, nos actions, pour le meilleur ou pour le pire. L'enjeu est tout aussi considérable, car sans monnaie, on peut vivre, mais comment penser sans tableaux... ?

suite p. 28

PROSPER est-il FOU ?

Dès le premier numéro il afficha « économie distributive », mais...?

Il larguait un des fétiches favoris du distributisme de grand-papa, le « service social », qui devait, dans l'esprit des fondateurs, assurer la production et rassurer leur public contre le danger évident, évident, tellement évident, de laisser libre cours à la paresse humaine.

Il était fou.

Tout en exposant les avantages sociaux et écolos d'une économie sans profits monétaires, il s'est ensuite mis à interroger l'usage même de la monnaie.

C'était fou.

La monnaie distributiste, pourtant ? Géniale ? Mais pas sans risques, dit-il, comme celui d'attribuer aux usagers des revenus hiérarchisés en fonction de leur utilité ou mérite, et de placer ces usagers-là en position de décider pour les autres de ce qu'il faut produire, avec des hauts et bas de gamme correspondant aux revenus. Elle travestirait la réalité *usologique*, comme n'importe quelle monnaie, en y collant des prix. La marchandisation, chassée par la fenêtre, reviendrait par la porte.



Et le voilà qui découvre qu'on peut aujourd'hui, grâce à la comptabilisation informatique (cf codes-barres), bazarder tout chiffre en prix ?

Alors adieu monnaie...

Il est fou ! Depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui (se) monnaient...?

Il prétend que c'est le meilleur moyen de passer au distributisme, clairement défini, une fois pour toutes, comme économie et démocratie sans profits monétaires. La seule façon de sauver rapidement les économies nationales de la faillite... Et la planète de la CROISSANCE MONÉTAIRE et conséquemment matérielle !

Les Décroissants n'apprécient pas. Il s'en fout. Abolissez la monnaie, dit-il, et adieu aux décisions liées comme des liasses de billets par des considérations comptables, soumises, dans tous les domaines, social, politique, économique, aux aléas d'une monnaie synonyme de dette à tous les niveaux, et pas seulement la dette publique, calamité récurrente bien faite pour calmer les revendications sociales et licencier en masse dans le service public.

Par les temps de double-ceinture qui s'annoncent, ce ne serait peut-être pas si fou ?

La monnaie synonyme de dette... La dette des entreprises, obligée de rembourser leurs crédits et qui font tout ce qu'elles peuvent pour réduire les frais généraux et les emplois. La dette publique, qui oblige de larguer un siècle d'acquis sociaux et peut mettre les Etats eux-mêmes en faillite. Sans oublier la dette personnelle, qu'on traîne avec soi dès la naissance, qu'il faut rembourser quasiment toute la vie par un salariat dont il y a de moins en moins...

Qui est fou ? Celui qui accepte de se soumettre aux diktats comptables ou celui qui dit : *on arrête* ? Celui qui accepte un système économique où l'obligation de faire des profits monétaires décide de tout et met donc la démocratie à sa botte ? Ou celui qui dit tout haut ce que tout le monde observe tous les jours : que **démocratie et monnaie sont incompatibles**, et que « démocratie libérale » est une contradiction dans les termes ?

Qui est sage ? Celui qui lutte pour changer une majorité par une autre qui fera le même boulot, même si elle le recolorise en rose, orange ou vert, un boulot antidémocratique par construction, puisqu'il est lié aux profits monétaires ? Celui qui lutte pour la « redistribution plus juste » de profits douteux, ou celui qui veut en finir avec une justice qui a toujours avantagé ceux qui avaient déjà et retiré à ceux qui n'avaient pas ?

Qui est fou ? Celui qui accepte une économie où 20 pour cent des profits monétaires sont assurés par ce qu'on appelle « l'économie réelle », les 80 autres l'étant par les produits financiers, la spéculation sur les monnaies, la valeur des entreprises, et même les dettes ? Ou celui qui envoie tout ça dans les poubelles de l'histoire ?

Qui est sage ? Celui qui rêve de moraliser le capitalisme en réduisant les écarts de salaires, en dédorant un peu les parachutes, en punissant les spéculateurs, en contrôlant les paradis fiscaux ? Ou celui qui dit : on arrête de rêver et on se passe de monnaie ?

Qui est fou ? Celui qui rêve d'un grand soir où on mettra tous ces gens-là dehors, ou celui qui rappelle qu'à leur place chacun devrait en faire autant ? Celui qui améliore l'état de choses existant, crée des niches « alternatives », ou celui qui appelle ça **de la collaboration** et montre que la générosité, les talents et astuces qui sont à la base des « alternatives » pourraient mieux s'employer dans un système sans monnaie ?

Qui est sage ? Celui qui s'excite à l'idée de monnaies locales, pour faire repartir la croissance (monétaire) localement, celui qui tient absolument à reproduire, s'approprier à petite échelle ce qui aboutit à des désastres à l'échelle mondiale ? Ou celui qui remplace le chiffage monétaire, qui ne connaît les choses qu'à travers leur prix, par les codes-barres qui les connaissent à travers leur origine, leur distance, l'énergie qu'elles demandent, la possibilité de les renouveler en fonction de ce qu'il y a ou n'y a pas, objectivement, et non plus en spéculant sur les fournitures comme sur la demande ?

Et dans le cadre même du distributisme, qui est fou ? **PROSPER** forcément, qui ne voit pas pourquoi il faudrait encore se servir de monnaie, alors qu'on a aujourd'hui les moyens de se passer de toute forme de mise en prix, comme vous diriez mise en bière ! **PROSPER**, qui pose que l'abolition de la monnaie peut aujourd'hui jouer dans la prise de conscience populaire le même rôle qu'a eu celle des droits seigneuriaux.

Crise majeure et désertion croissante des électeurs obligent : on interroge, ces temps-ci, la santé du capitalisme et celle de la démocratie.

Comment les soigner ?

Par R+E ? Vu l'aggravation de la dette publique, l'arrivée des chômeurs en fin de droits et les retraites qu'on ne pourra plus payer, tous les partis aujourd'hui paraît-il étudient, la mise en place d'un revenu garanti, dit Revenu d'Existence.

Chaque parti attend donc que les autres sortent du bois pour afficher sa singularité et prouver que sur le sujet il est le plus avancé et le plus consensuel (« réaliste »).

- *Qu'est-ce que tu as contre ? C'est la démocratie ?*

C'en serait si l'attribution du revenu en question ne confortait l'idée qu'une démocratie peut tolérer des riches et des pauvres. Si ce Revenu d'Existence n'était financé par la redistribution, par l'Etat, des taxes et impôts qu'il tire des profits monétaires que les entreprises sont obligées de faire et qui n'ont jamais rien eu de garanti !

De la façon dont ces profits sont et seront obtenus, qui décide et décidera ? En fonction de quoi ? Les décrets grenus, grenelliens, visant à les rendre plus propres, mettront du temps à s'appliquer, seront détournés, et comme ce qui compte actuellement, pour l'entreprise et pour l'Etat, qu'il soit gouverné à gauche ou à droite, ce sont les profits monétaires et leur croissance, on fermera les yeux...

Le pouvoir de fermer les yeux... - vive la démocratie ?

- *Mais alors, quand les gens seront dans la rue, tu leur diras quoi ?*

Pourquoi poser au diseur ? Tous déjà sont capables de voir-et-dire que la monnaie c'est la ruine, le vol, la prédation post-coloniale universelle, la guerre de tous contre tous. La preuve est suffisamment faite qu'entre les humains et entre eux et leur planète « le doux commerce » ne passe pas, ne passe en tout cas plus par les profits monétaires...

Le savoir et le dire, pourtant, ne leur a jusqu'à présent rien appris pour le dépasser.

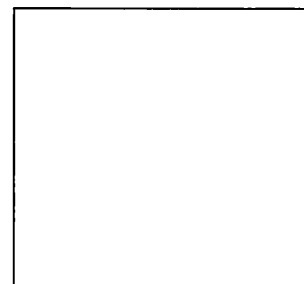
Qu'est-ce qu'ils doivent apprendre ?

A vivre dans une démocratie sans monnaie, puisqu'elle est possible.

Quel parti sera assez fou pour lancer ça ?

En 1789, pour sauver l'Etat de la faillite, Louis XVI réunit les Etats-Généraux. Quand ils se déclarent Assemblée Constituante, ils étaient où, les partis ? Dans tous les milieux avaient mûri des idées tout aussi folles que logiques. Des nobles et des prêtres ont donc aussi voté *la Déclaration des Droits*, et trois mois après l'ouverture des Etats, l'abolition des droits seigneuriaux...

Pourquoi ne verrait-on pas des « socialistes », des « syndicalistes », des « X », « Y » ou « Z » arracher tout à coup leurs étiquettes et s'ajouter à « des » qui ne s'inscrivent nulle part et « des » qui ne votent plus... ? Pour abolir, après les droits du sang, ceux de la monnaie ?



La crise provoquée en 2009 par les « subprimes » les aventures de l'Argentine, de l'Irlande, l'Islande, la Grèce..., confirment plus tragiquement que jamais la thèse de **PROSPER** :

***nous avons atteint le seuil où,
dans une économie basée sur les profits monétaires,
l'argent n'est plus la solution,
il est devenu le problème.***

neuf raisons d'abolir la monnaie

- ▣ 1. L'argent, quand on l'a, donne accès aux produits et services. Il y fait barrage quand il manque. Que ce double usage s'impose à tous ne prouve pas qu'il est juste.
- ▣ 2. Il protège de certains aléas ou améliore les conditions de vie, mais de ces aléas et conditions, il est le premier responsable et les aggrave, comme on le constate aussi bien en période de crise, pénurie ou chômage, que d'une façon ordinaire, pour se déplacer, décrocher des diplômes, rester dans la course.
- ▣ 3. Il peut s'accumuler. Toujours entre les mêmes mains, dit-on. Il donne à ces mains-là pouvoir sur les autres, à titre défensif (placements, spéculation, lobbies) ou offensif (rachat d'entreprises, dumping, pôles de compétitivité, conquête de marchés). En cas de crise ou d'échec, les travailleurs et les Etats, associés, par force, aux entreprises dominantes, sont eux aussi touchés. Son usage surajoute ses effets aux motifs ordinaires (sociaux, territoriaux, religieux) de violences, quand il n'en est pas directement responsable (concurrence économique).
- ▣ 4. Sauf dans le cas d'une monnaie qui s'annulerait au moment de la transaction, comme la monnaie distributiste, l'usage de l'argent ne peut aller sans opérer des profits monétaires. La qualité, l'utilité intrinsèques des produits et services à partir desquels ces profits sont obtenus importent moins que les profits eux-mêmes et se font donc de plus en plus artificielles (produits de luxe, valeur ajoutée par les emballages, assurances, fuite en avant pour rester à niveau). L'« avoir » prend le pas dans l'estime de soi et d'autrui. La fracture écologique se produit, qui augmente la facture monétaire et la pression dans la recherche de nouveaux profits.
- ▣ 5. La baisse tendancielle des taux de profits sur les produits essentiels conduit à en abandonner la production ou la délocaliser. Une économie soumise à l'obligation d'opérer des profits monétaires les fait et fera toujours passer avant la justice sociale, l'intérêt national ou environnemental. Toute tentative de réforme qui se soumet à cette obligation ne peut que prolonger et aggraver ses méfaits.

□ 6. L'usage de la monnaie, quelle qu'elle soit, induit l'évaluation des ressources et des richesses sous la forme artificielle de prix, sur lesquels on spéculé. Cette spéculation est devenue une forme de production à part entière (80% des profits déclarés), créant des « bulles » dont l'éclatement menace en permanence l'économie réelle.

□ 7. L'usage de la monnaie est incompatible avec la justice sociale et la démocratie. Il rend difficile de ne pas différencier les revenus, donnant donc à ceux qui les ont les plus élevés l'initiative de productions dont ils sont les premiers à pouvoir disposer. Ce n'est pas parce qu'elles sont « démocratiquement votées » que les décisions sont libres : elles sont asservies aux soldes positifs de bilans strictement monétaires. La comptabilisation monétaire exerce un totalitarisme rampant.

□ 8. Ce qui échappe à l'appréciation monétaire peut être pillé, détruit, gâché sans souci, ou ne sera pris en considération que dans le cadre de nouveaux profits (cf. droits à polluer), soumis à un marché aléatoire. Dans le cadre actuel, l'invention de produits « décroissants » collabore à l'instabilité générale (concurrence, bulle « verte » en préparation). N.B. : En supposant que s'instaure une économie sans profits monétaires mais conservant l'usage d'une monnaie (distributisme), la hauteur des prix interviendrait encore dans le choix des produits.

□ 9. *Pourquoi continuer de recourir à une comptabilité monétaire, puisque nous disposons désormais d'autres moyens pour suivre la production des richesses, le renouvellement des ressources et y donner accès sans aliénation ni spéculation ?*

et trois pour l'abolir d'urgence

Une autre façon d'aborder les problèmes que l'usage de la monnaie nous pose :

- I. **Dans le cadre de l'usage qu'en font les entreprises, (l'obligation qu'elles ont d'opérer des profits monétaires) l'argent ne permet plus d'assurer la survie des usagers.**

Les progrès de la productivité rendent de plus en plus négligeable la part du travail humain, y compris dans les technologies de pointe. En régime de profits, ils ne permettent plus de garantir l'emploi et donc d'assurer la survie des travailleurs en salariant leur travail. A ce fait, déjà reconnu au XIXe siècle, s'ajoute aujourd'hui la mondialisation du marché du travail. A quoi bon produire ici ce qui revient meilleur marché à importer ? La recherche de profits nouveaux s'oriente fatalement vers des productions exportables et les peuples sont donc de moins autonomes, y compris au plan alimentaire.

Les profits tirés de l'économie réelle (biens et services) vont en diminuant. La concurrence et l'effondrement périodique des cours les rend de plus en plus aléatoires. Une nouvelle classe d'entrepreneurs s'est donc créée, qui fait des profits en achetant et revendant des unités de production, en brevetant les semences, en couvrant les risques par des assurances, en spéculant en bourse ou sur les monnaies.

Les profits obtenus sur ce marché représentent cinq fois la somme des profits obtenus sur celui des biens de consommation et services. La « bonne marche » de l'économie, mesurée aux profits monétaires, est donc de plus en plus artificielle. Elle n'en commande pas moins les crédits dont les entreprises classiques (biens de consommation et services) ont besoin.

L'éclatement des bulles spéculatives se répète, aussi ravageuse que les guerres.

Les friches humaines, industrielles et agricoles s'étendent ou se reportent dans d'autres régions après leur exploitation forcenée.

Seule l'abolition des profits monétaires au niveau des entreprises peut rendre à chacun sa vocation à l'activité créatrice de biens et services.

L'abolition de la monnaie nous en donne le moyen.

L'informatisation des données permet en effet aujourd'hui de faire disjoncter la comptabilisation matérielle des ressources et leur évaluation en prix.

L'accès aux ressources n'étant plus conditionné par le prix qu'il faut payer pour les acquérir et la concurrence ne faisant plus la loi, il s'agit dès lors de savoir les seuils au-delà desquels la renouvelabilité des ressources n'est plus assurée et de développer les synergies d'usages les plus favorables.

□ II. **Soumise à l'obligation de soutenir la croissance des profits monétaires dont dépend l'équilibre du budget de l'Etat, la démocratie est une coquille vide.**

Du fait de l'affranchissement des ex-Colonies et de l'anémie de la Croissance, le Budget n'est plus abondé dans les mêmes proportions. Quelle que soit la majorité (« aux affaires »), les décisions sont prises en fonction des « rentrées ». En période de croissance monétaire difficile, l'Etat se porte en priorité au secours des entreprises et réduit les dépenses qui lui incombent. Faillite de sa mission de service public.

La dette publique et les emprunts pour la combler ont des limites, et « la finale argentine » fait école. Faillite tout court.

Dans les milieux les plus exposés, l'économie souterraine et les activités maffieuses compensent les difficultés. Faillite de l'autorité publique, qui doit recourir à toujours plus de surveillance. Démission des électeurs, succès du populisme.

Ajoutons au tableau le problème des retraites, à la charnière des attributions des entreprises et de celles de l'Etat. Financées « par répartition », elles sont menacées par la diminution du nombre de cotisants et la hauteur des cotisations. Elles ne garantissent plus de fin de vie décente. Prolonger le temps de travail des seniors relève de la supercherie, alors qu'ils sont les premiers menacés de chômage et que leur maintien en activité ralentit l'entrée en activité des futurs cotisants. Les usagers qui espèrent financer leur retraite en abondant des fonds spéculatifs courent des risques plus grands encore que ceux qui attendent leur retraite d'un système par répartition. Ils provoquent par ailleurs les fonds de pensions à des achats et reventes d'entreprises fertiles en restructurations et ruine des productions locales.

La mission redistributrice de l'Etat, assurée jusqu'ici sur une base monétaire (taxes et impôts) ne peut plus être remplie.

Une nouvelle mission s'ouvre désormais à lui : la coordination matérielle, nationale et internationale des informations et innovations relatives à la présence, l'emploi et le renouvellement des ressources auxquelles les entreprises et les usagers auront accès non plus en fonction des moyens qu'ils ont de les acheter mais de leur réalité concrète.

Cette coordination matérielle se doublera inévitablement d'une coordination législative visant et facilitant les mêmes buts.

□ III. L'usage de l'argent interdit
la gestion écologique des ressources.

Le souci de rentabilité entraîne la dévolution des espaces à des productions exclusives (minières, industrielles, agricoles). Elle ruine les économies vivrières locales, interdit aux peuples de se nourrir eux-mêmes, précipite l'urbanisation.

La misère monétaire retarde la transition (stabilisation) démographique.

Les revenus différenciés sont source de modes de consommation distinctifs dont la « démocratisation » est incompatible avec la survie de la planète. Est-il juste que la maîtrise des usages favorables à l'environnement soit soumise au prix qu'il faut les payer ?

L'abolition de l'argent permet une gestion objective des ressources, de leur présence (ce qu'il y a ou n'y a pas) et leurs capacités de se renouveler. Elle libère la responsabilité écologique et les capacités d'innover.

D'autres présentations et argumentations sont possibles : exercez-vous !

des idées directrices pour la suite

□ 1. *Pour ne pas la craindre...*

Reconnaître que l'économie non-monnaire (échange de services, travail domestique) est déjà partout à l'œuvre, et que sans elle l'économie monétaire n'aurait jamais existé et ne survivrait pas à ses crises conjoncturelles et structurelles !

Réfléchir au fait que toute « alternative » ou parti se croyant dispensé d'abolir la monnaie ne peut qu'aggraver les méfaits du système et augmenter la révolte des usagers.

« Nos vies valent plus que leurs profits »... L'hypothèse anti-monnaire réaffirme des droits oubliés : celui des peuples à disposer d'eux-mêmes ou l'égalité de tous devant la loi. Si on l'applique, changer de pratiques ne risque plus de ruiner les bassins d'emplois.

□ 2. *Pour la rendre encore plus féconde...*

Reconvertir des capacités et motivations qui s'épuisent aujourd'hui dans des « alternatives » plus inventives et généreuses les unes que les autres mais qui, en réparant ou protégeant, ne remettent pas en cause le système dans lequel elles s'inscrivent.

Recentrer la réflexion sur la dialectique besoins/usages : sur la façon dont les contraintes ou besoins de base (ex. se nourrir) sont résolus par des usages (cuisines locales) à leur tour vécus comme des besoins (comment faire autrement ?).

Placer l'expérimentation au cœur du dispositif démocratique.

□ 3. *Pour sa mise en oeuvre*

Informatisation des données : adapter à l'usage d'une économie sans profits monétaires ce qui se fait déjà en matière de suivi des ressources et richesses. Chercher des dispositifs plus pertinents encore. Mise en réseau de plus en plus générale des informations. Construction de codes prudentiels pour gérer le renouvellement des ressources et développer la solidarité entre les peuples, l'espèce humaine et les autres.

Pacifier les relations entre acteurs en montrant que tous dépendent aussi étroitement de l'usage de la monnaie et que ses méfaits sont entretenus par les positions auxquelles elle les contraint.

Eviter les petits pas :

« *Il est plus sage de changer beaucoup de choses qu'une seule* » (Francis Bacon, 1561-1626).

□□□□□□□□□□

pour un front antimonétaire

Le texte qui suit a été dit à l'invitation du MAI-Paris
salle Jean-Dame, à Paris, 2^e, le 24 Janvier 2010.

Il a été accompagné par un jeu de rôle avec les personnes présentes
pour faire comprendre ce qu'une économie sans monnaie
changerait à l'économie actuelle.

Après les débats, Sylvie Rabie a brossé à grands traits
une histoire des Kibboutz dont l'expérience,
en tout cas dans leur première phase, a révélé de quels trésors
« l'espèce humaine » dispose, pour peu qu'on lui permette
d'en faire la démonstration.

*L'enregistrement de l'intervention ci-après a été reproduit
sur le même CD (n°4) que l'intervention prévue pour une rencontre
« Alternatives pour se débarrasser du capitalisme »,
qui a eu lieu à Sainte-Croix de Calberte les 6 et 7 Mars 2010,
et dont le thème, cette année, était l'habitat.*

Le texte de la rencontre de Sainte-Croix figure plus loin.
Les deux textes seront réunis dans un livret de format A5,
avec le CD correspondant, comme celui intitulé *de l'Achat à l'Accès*.

Pour un front antimonétaire

Le titre de la réunion d'aujourd'hui, et celui du CD dont vous avez entendu des extraits*, nous les devons à une caricature de Pessin, dans un Monde de nov. 2008. Son bonhomme s'interroge : ANTICAPITALISTE, JE VOIS BIEN CE QUE ÇA VEUT DIRE, MAIS C'EST *PRO QUOI* ?

L'horreur économique ça se vend bien...

En règle générale, aujourd'hui, « être anticapitaliste » c'est pour dénoncer les méfaits du capitalisme. Mais après avoir ameuté contre la nocivité du capitalisme, l'anticapitaliste déclaré reconnaît dans un petit coin de sa copie, ou d'une manière implicite, qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme, sauf celle qu'il appelle une alternative, qui reste évidemment du capitalisme, celle d'un capitalisme enfin doux et pacifié, où les méchants exploiters et traders seront punis, où on obligera ces gens-là à faire des profits enfin gentils, modérés, verts et tout, avec la pérennité de l'emploi, sans délocalisations ni restructurations.

En réalité, au capitalisme il y a une alternative, une seule réelle et autrement réaliste que les accommodements avec le diable. Il n'y a qu'une seule façon de le clouer dans son cercueil. C'est d'abolir les profits monétaires, sans lequel il ne peut vivre.

Cette idée-là s'est répandue en France après la crise de 29. On l'a appelée économie distributive ou distributisme. Pour ceux qui prennent le train en route, ça se résume en trois points : 1. *Chiffrer les produits et services qui résultent de notre travail*, 2. *Faire le total*. 3. *Distribuer aux usagers*. Tout ce qui a été produit peut donc être acheté. On ne devra pas produire plus qu'il ne faut.

J'ai découvert l'intérêt du distributisme à propos du revenu d'existence, à la fin des années 90. On m'avait invité à des discussions à son sujet, pour savoir comment il serait reçu dans les cités. *Plutôt bien*, j'ai dit, et même *très bien*, car il va contribuer à pousser encore à l'économie souterraine et les petits artisans aux dépôts de bilan. L'Etat ramassera donc moins de taxes et d'impôts, et votre revenu d'existence il faudra le recalculer à la baisse.

Le revenu d'existence distributiste, lui, est vraiment garanti. Garanti à vie. Les distributistes aiment dire « du berceau à la tombe ». Il est garanti non sur les profits aléatoires, mais sur les richesses que les travailleurs produisent.

En économie distributive, il n'y a plus de problème de chômage, ni de problème de retraites, ni de déficit public, ni d'inflation. Et ce ne sont pas des promesses en l'air. Etudiez la question : ça vaut la peine.

* CD *Vous avez dit anticapitaliste... ?* - abolir les profits monétaires (séquences 2 et 3). Audible sur prosperdis.org, il peut être fourni en s'adressant à la revue.

Dans sa forme première, historique, pourtant, le distributisme n'est pas sans risques. Mais ces risques, franchement exposés dans le CD dont vous avez eu des extraits et tout aussi franchement dans le suivant, *De l'achat à l'accès*, tiennent principalement à l'usage de la monnaie.

Car la monnaie préconisée par les distributistes « historiques » est remarquable : elle ne peut pas s'accumuler. Elle ne sert qu'une fois. Elle est donc par nature anticapitaliste. Mais c'est quand même encore une monnaie, qui n'exclut pas les revenus inégaux, colle des prix sur les choses et oblige donc à les voir non plus en toute objectivité, écologiquement, mais à travers des prix.

La traçabilité : sa réalité matérielle et politique

Mais la monnaie est-elle encore aujourd'hui nécessaire ?

Les distributistes historiques ne connaissaient qu'elle. Mais voici que les codes-barres, depuis 1980, s'introduisent partout.

Ils permettent de gérer les stocks, les entrées et sorties de marchandises, la vitesse des réapprovisionnements. En temps réel on sait, grâce à eux s'il y a ou s'il n'y a pas, du pain, du riz, des médicaments, s'il y a les ressources pour les produire, si c'est proche ou lointain, et à quelle cadence ça peut se renouveler.

Les codes-barres sont donc en prise directe sur ce qui nous importe avant toute chose : avoir accès aux richesses que nous avons produites, et que cet accès ne nous soit barré, ni par le prix qu'il faut payer, ni, avant même de mettre une production en route, par la perspective des bénéfices qu'il faut en retirer sur un marché concurrentiel et aléatoire, des bénéfices dont il faut agiter la sucette devant les yeux du banquier pour obtenir un peu de crédit.

Entre le CD 2, *Vous avez dit anticapitaliste...?* et le CD 3, *De l'Achat à l'Accès*, j'ai beaucoup appris au sujet des possibilités offertes par les codes-barres et plus généralement de ce qu'on appelle « la traçabilité ».

Les entrepreneurs, les commerçants, les bureaux d'études, les chercheurs, tous recourent déjà au chiffrage informatisé.

Les codes-barres sont aujourd'hui intégrés à notre milieu de vie au même titre que le téléphone, la radio, le Net, la contraception, dont les avantages concrets sont tels que nous continuons de les améliorer et de les répandre.

Dans un Spécial Science de La Recherche et du Monde, Déc. 2009, on interviewe le créateur du Net, Tim Berners Lee. Il parle de ce qu'on a appelé le web sémantique, en construction, un web qu'on aurait dû appeler, dit-il, un « Web de données ». Il va tout à fait dans le sens de ce que nous recherchons.

Mais voilà... Dès que vous dites du bien des codes-barres ça provoque des réticences. Je les sens monter dans la salle... et à juste titre. Les progrès de la traçabilité, avec les puces RFID, notamment, font craindre la surveillance policière.

Alors il faut réfléchir. La traçabilité, ça existe. Nous ne reviendrons plus en arrière. Proposez aux commerçants de s'en passer, ils vous font observer que sans elle tout serait trois pour cent plus cher. Tous les produits, pas seulement l'énergie.